

Eric CIOTTI

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur du projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [26 mars 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [30 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 148 relative à l'obligation pour les communes de supprimer autant de postes de fonctionnaires que les EPCI dont elles sont membres en créent [2 août 2007]

Proposition de loi n° 192 sur les pratiques commerciales téléphoniques agressives [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 204 visant à interdire la détention des chiens d'attaque et à renforcer les règles qui s'appliquent aux chiens de garde et de défense [27 septembre 2007]

Proposition de résolution n° 399 tendant à créer une commission d'enquête sur les fraudes aux prestations et aux prélèvements sociaux [8 novembre 2007]

Proposition de loi n° 654 visant à interdire la vente des boissons alcooliques à emporter, entre vingt-deux heures et six heures, dans les établissements de commerce de détail [29 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [2 avril 2008] (n° 772)

Proposition de loi n° 830 tendant à retarder l'âge du départ à la retraite des chercheurs [24 avril 2008]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [15 mai 2008] (n° 895)

Proposition de résolution n° 1099 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux enseignants non affectés ou affectés à d'autres tâches que l'enseignement [26 août 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [17 octobre 2007] (p. 2839)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 88, posée le 8 janvier 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Navires, lutte et prévention (p. 10)

n° 294, posée le 27 mai 2008. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Situation financière, Nice (p. 2501)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2512)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2512)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : libre circulation des personnes (p. 2512)

Politique sociale : dialogue social (p. 2512)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : transports (p. 2512)

Secteur public : service minimum (p. 2512)

Secteur public : services publics (p. 2512)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2512)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2155)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2185)

Thèmes :

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2157)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2156)

Etrangers : régularisations (p. 2156)

Langue française : usage : immigration (p. 2156)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2185)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2156)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2246)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2254)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 255 précédemment réservé du Gouvernement (contrat d'accueil et d'intégration : bilan de compétences professionnelles obligatoire, sauf situations prévues par décret) (p. 2265)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Explications de vote et vote [19 septembre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2325)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2326)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3040)

Son intervention (p. 3042)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 3040)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3043)

Etrangers : immigration clandestine : régularisations (p. 3041)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 3040, 3042)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3043)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3043)

Etrangers : régularisations : Parti socialiste (p. 3043)

Langue française : usage : intégration (p. 3043)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3069)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3070)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2820)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2820)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2820)

Impôts et taxes : fraude (p. 2820)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2820)

Recherche : innovation (p. 2820)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3602)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 3603)

Etrangers : aide au retour : Afrique (p. 3603)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3603)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 3602)

Etrangers : intégration (p. 3603)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3603)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 3603)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : agressions (p. 3588)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : statuts particuliers (p. 3588)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 3587)

Union européenne : sécurité civile (p. 3587)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4815)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 4816)

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4815)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 4816)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4815)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Après l'article 2

Son amendement n° 83 troisième rectification (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4825) : adopté après rectification et modification (p. 4826)

Article 2 bis (coordination)

Son amendement n° 82 (de suppression) : adopté (p. 4826)

Article 3 (modalités de délivrance du récépissé de déclaration d'un chien dangereux)

Son amendement n° 101 (de suppression) : adopté (p. 4826)

Après l'article 3

Son amendement n° 80 rectifié (création d'un fichier national de recensement des chiens dangereux) : retiré (p. 4827)

Son amendement n° 81 rectifié (création d'un fichier national de recensement des chiens dangereux) : retiré (p. 4827)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son amendement n° 84 (p. 4831)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son amendement n° 87 : adopté (p. 4836)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Ses amendements n° 88, 90, 92 et 89 (p. 4837, 4838)

Son amendement n° 91 (p. 4838) : adopté (p. 4839)

Ses amendements n° 93 et 94 (p. 4839)

Après l'article 15

Son amendement n° 96 (aggravation des sanctions pénales applicables en cas de trafic de chiens de première catégorie) (p. 4839) : retiré (p. 4840)

Son amendement n° 97 (mise en cohérence du Code rural) : adopté (p. 4840)

Son amendement n° 98 (aggravation des sanctions pénales applicables en cas de non déclaration de chiens dangereux) : retiré (p. 4840)

Son amendement n° 95 (institution de sanctions pénales en cas de non respect des règles relatives à l'élevage et à la détention des chiens et chats ainsi

qu'aux importations et exportations d'animaux vivants) : retiré (p. 4840)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5166)

Thèmes :

Associations : domaine public (p. 5167)

Associations : moyens (p. 5167)

Lois : intelligibilité et accessibilité : productivité (p. 5167)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 91)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : principe de précaution (p. 91)

Justice : victimes (p. 91)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1501)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1502)

Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 1501 et s.)

Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 1501)

Justice : chambres régionales des comptes : jugements (p. 1501)

Justice : Cour des comptes : audiences (p. 1502)

Justice : Cour des comptes : jugements (p. 1501)

Justice : Cour des comptes : ministère public (p. 1502)

Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1501)

Justice : délais : Cour des comptes (p. 1501)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1501)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1508 à 1517)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (appellation du représentant du ministère public près les chambres régionales des comptes) (p. 1509)

Article 7 (non-application aux héritiers des amendes infligées aux comptables pour retard)

Son amendement n° 37 : adopté (p. 1509)

Article 8 (modification du régime des amendes pour gestion de fait)

Son amendement n° 29 : adopté (p. 1509)

Article 9 (suppression du droit de remise gracieuse du ministre chargé des comptes en matière d'amendes)

Son amendement n° 30 : adopté (p. 1509)

Article 10 (réorganisation des dispositions du code des juridictions financières (CJF) communes aux activités juridictionnelles et administratives de la Cour des comptes)

Son amendement n° 17 : adopté (p. 1510)

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 1511 et s.)

Ses amendements n°s 18 à 20 : adoptés (p. 1511 et s.)

Article 12 (coordination avec la généralisation de l'audience publique)

Son amendement n° 31 : adopté (p. 1512)

Article 14 (délais de production des comptes par les comptables publics devant les chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 1513)

Article 15 (coordination avec la suppression de la règle du "double arrêt")

Son amendement n° 32 : adopté (p. 1513)

Article 21 (procédure applicable aux activités juridictionnelles des CRC)

Son intervention (p. 1514)

Article 22 (regroupement des dispositions relatives aux activités administratives des CRC)

Son intervention (p. 1514)

Son amendement n° 22 : adopté (p. 1515)

Article 23 (déplacement des dispositions relatives au contrôle budgétaire au sein du titre IV du livre II des CJF)

Son amendement n° 23 : adopté (p. 1515)

Article 24 (déplacement des dispositions relatives aux voies de recours au sein du titre IV du livre II des CJF)

Son amendement n° 24 : adopté (p. 1515)

Article 25 (coordination avec la suppression de la règle du "double arrêt")

Son intervention (p. 1515)

Article 28 (coordination relative à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1515)

Son amendement n° 25 : adopté (p. 1515)

Après l'article 29

Intervient sur l'adit n° 14 de la commission (coordination en matière de non cumul d'amendes pour gestion de fait et de sanctions pénales) (p. 1515)

Article 30 (habilitation à étendre par ordonnance les dispositions de la loi à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1516)

Son amendement n° 26 : adopté (p. 1516)

Article 31 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1516)

Titre

Son amendement n° 27 (nouveau titre : projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes) : adopté (p. 1516)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2746)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2747)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2748)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2748)

Entreprises : délais de paiement (p. 2747)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2747)

Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2747)

Propriété intellectuelle (p. 2748)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3032 à 3053, 3136 à 3141, 3192 à 3197, 3200 à 3204)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2971 et s.)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2989 et s.)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2997)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son intervention (p. 3032)

Après l'article 13

Intervient sur l'adit n° 86, deuxième rectification de la commission des lois (simplification du régime de la société anonyme) (p. 3034)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3041 et s.)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Ses interventions (p. 3061 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 97, deuxième rectification de la commission des lois (application dans le temps des règles relatives à la reprise des poursuites individuelles des créanciers et au relèvement des interdictions de gérer dans le cadre d'une procédure collective) (p. 3065)

Intervient sur l'adt n° 98 rectifié de la commission des lois (application des procédures collectives prévues par le code de commerce aux sociétés de crédit foncier) (p. 3065)

Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels, pour la période 2007-2013)

Son intervention (p. 3193)

Article 34 (transposition des améliorations apportées par l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens)

Son intervention (p. 3205)

Article 35 (habilitation du Gouvernement à simplifier et à adapter, par ordonnances, le code de la propriété intellectuelle aux engagements de la France)

Son intervention (p. 3205)

Après l'article 35

Son amendement n° 327 rectifié (compétence exclusive des tribunaux de grande instance en matière de droits de propriété industrielle) : adopté (p. 3205)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 102 précédemment réservé de la commission des lois (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 326, deuxième rectification : retiré (p. 3470)